



HAL
open science

Etre opposant en Afrique : la nouvelle figure de l'opposant

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Etre opposant en Afrique : la nouvelle figure de l'opposant. Le magazine de l'Afrique, 2014, 40, pp.4-5. halshs-01098136

HAL Id: halshs-01098136

<https://shs.hal.science/halshs-01098136>

Submitted on 5 Jan 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Par Marc Lavergne
Directeur de recherche au CNRS
Membre du Comité de rédaction

Le magazine de l'Afrique
Novembre-décembre 2014

L'Afrique bouge, tel est le leitmotiv qui tourne en boucle dans les cénacles et dans la presse. On évoque tout d'abord le proche décollage économique du continent, doté de richesses encore inexploitées : l'Afrique, continent du XXI^e siècle, érigée en terre du salut... Mais la mise en valeur de ce potentiel qui est en quelque sorte dû au retard de l'Afrique dans son développement, butte sur un certain nombre de blocages : manque d'infrastructures, d'éducation et de santé, bien sûr. Et ces obstacles renvoient à ce qu'il est désormais convenu d'appeler la gouvernance.

Les gouvernants installés et protégés par les puissances ex-coloniales comme ceux issus des mouvements de libération ont longtemps été soit inamovibles, soit contestés sur une base idéologique au temps de la guerre froide, et ethnique ou régionale depuis lors. Les démocraties avec un libre jeu électoral et une rotation des gouvernants ont longtemps été l'exception.

La démocratisation, sous-produit de la mondialisation ?

Les institutions financières internationales qui ont repris le flambeau des métropoles coloniales et représentent les intérêts globaux du capitalisme financier ont pris conscience de la nécessité de procéder à la mise en place de véritables Etats de droit sur le continent africain : il ne s'agit plus seulement d'équiper l'Afrique, mais de garantir la sécurité juridique des investissements et la stabilité sociale grâce à des gouvernements représentatifs. Les lendemains radieux promis à l'Afrique par les institutions internationales passent par une démocratisation formelle dont l'essor est encadré par des instruments maniant la carotte et le bâton : conditionnalité de l'aide, contrôle des processus électoraux, pressions pour que le renouvellement des fonctions dirigeantes soit assuré et les promesses de retrait de la vie publique, selon les règles constitutionnelles, respectées.

Cela signifie que la mondialisation économique doit s'accompagner aux yeux des bailleurs de fonds et autres investisseurs internationaux d'un frein à la concussion, au tribalisme, au népotisme et à toutes les formes d'exercice du pouvoir qui provoquent des déséquilibres économiques et sociaux, voire environnementaux, dangereux pour les investisseurs et plus généralement pour les générations futures à l'échelle planétaire.

L'urbanisation, du « melting pot » culturel à la réaffiliation politique de la jeunesse

Parallèlement, l'urbanisation massive du continent a permis le développement d'une nouvelle culture urbaine, libérée des hiérarchies et des cadres culturels et moraux du village ou de la « brousse ». Les villes rassemblent déjà 40 % de la population africaine, et les capitales d'antan se muent en de vastes métropoles, dont les banlieues spontanées échappent au contrôle de l'Etat. La jeunesse désœuvrée et sans avenir s'y organise en bandes au service de patrons qui instaurent un pouvoir de fait et peuvent si l'occasion se présente, ambitionner de s'emparer de l'Etat. Mais ces aventuriers mafieux, entre gangstérisme, racket et trafics, qu'ils cherchent à passer du niveau du quartier à celui de la ville, ou qu'ils se louent à des politiciens en quête de nervis, échouent généralement dans leurs ambitions : ils n'ont pas les capacités de gérer un Etat et ne satisfont pas aux normes internationales. C'est ainsi que Charles Taylor ou Charles Blé Goudé se retrouvent aux prises avec la justice internationale.

La jeunesse, avenir du monde ... et de l'Afrique ? Mais face à l'immobilisme et au désintérêt des gouvernants, elle n'imagine de salut que dans l'exode vers d'autres continents. Désormais irriguée

par les réseaux de l'information et de la communication, elle est devenue consciente des tares des systèmes politiques en place. Les nouvelles technologies véhiculent de nouveaux concepts de citoyenneté et de responsabilité des dirigeants à l'égard de leurs mandants, mais aussi de nouveaux messages dévoyant les préceptes divins et appelant au chaos pour faire advenir un monde et un ordre nouveaux.

Des « new leaders of Africa » aux « démocrates mondialisés »

Des shebabs de Somalie à la Lord Resistance Army, de Boko Haram aux Kamajors de Sierra Leone, l'Afrique est aux prises avec les errements de sa jeunesse oubliée. Ces feux de brousse, cette violence urbaine marginaux et contenus n'ont pendant longtemps pas inquiété les pouvoirs en place, tout occupés à la gestion de leurs rentes. Mais aujourd'hui, cette jeunesse perdue tend à échapper à tout contrôle, dans la mesure où elle communie dans la même haine des systèmes politiques et de l'organisation sociale traditionnelle et où elle trouve écho et soutien auprès d'Etats prédateurs ou voyous, sur le continent ou au-delà.

Face à ces oppositions radicales, voire nihilistes, une course de vitesse est engagée : les pouvoirs contestés sont sommés de s'ouvrir aux secteurs montants de la société, ces forces nouvelles représentant « l'Afrique qui gagne ».

La décennie 90 avait vu l'adoubement des « New leaders of Africa » par l'administration démocrate de Bill Clinton. Mais ceux-ci de Thabo Mbeki à Meles Zenawi en passant par Yoweri Museveni, ne se sont pas révélés des parangons de démocratie, même quand ils ont connu quelques succès économiques et diplomatiques. On n'en est plus là aujourd'hui, puisque la stabilisation et la « sustainability » des Etats africains est impérative.

Longtemps, des partis historiques, autour de la personne d'un leader charismatique, avaient figuré une opposition idéologique, à la clientèle stable et résignée à son statut toléré. Mais ces partis ont vieilli, se sont sclérosés ou mués en contre-pouvoirs intégrés à l'establishment. Et s'ils sont parvenus au pouvoir, ils ont connu un échec cuisant : Laurent Gbagbo et son FPI en Côte d'Ivoire, qui a plongé son pays dans la guerre civile sur fond de dissensions ethniques et régionales, ou Abdoulaye Wade et son PDS au Sénégal, dont le mandat a sombré dans l'autoritarisme et la concussion.

De nouvelles figures d'opposants politiques sont donc propulsées sur le devant de la scène, mues par une ambition personnelle ou par une logique de carrière professionnelle : en Afrique aussi, la politique tend, avec ces nouveaux venus, à devenir un métier. Ces opposants présentent en effet un profil bien différent de leurs aînés, bien que ceux-ci sont souvent leurs parents : ils ont une solide formation d'hommes d'affaires, d'économistes, de juristes, ils ont effectué leurs études et une bonne partie de leur carrière à l'étranger, et sont de ce fait plus familiers des cénacles internationaux que des questions concernant leur société.

Ils présentent donc des caractères communs, à double face :

A l'intérieur, ils doivent jouir d'une légitimité due à la position sociale et politique de leur famille, de leur clan ou de leur ethnie. Vis-à-vis de l'extérieur, ils doivent afficher des capacités gestionnaires et leur adhésion aux principes de fonctionnement de la communauté internationale. Beaucoup de ces nouveaux venus sont ainsi des anciens de la Banque Mondiale ou d'institutions financières internationales où ils ont été promus à des postes de direction par le jeu de l'« affirmative action » et de la répartition géographique des postes.

Le rôle dévolu à ces personnages politiques d'un genre nouveau n'est donc pas de proposer des alternatives social-démocrates comme en Amérique latine. Leur mission – ou leur ambition, lorsqu'ils possèdent un certain degré d'autonomie de réflexion – est de garantir le maintien d'un Etat minimal accepté par toutes les composantes de la société, de partager d'une manière un peu moins inégalitaire les mannes et les prébendes, et de développer les infrastructures nécessaires au « décollage » du continent.

L'enjeu de cette relève par le biais d'élections que l'on souhaite libres et transparentes, est désormais de deux ordres, qui constituent des préoccupations débordant le cadre africain et

pourraient émerger comme prioritaires et conditionner le succès des efforts de décollage du continent : mettre un terme à l'exode désespéré de la jeunesse vers l'Europe, et empêcher la propagation des épidémies nées sur le continent et qui menacent la survie de l'humanité.